

Les enjeux du bouclier antimissile de l'UE

- 06.01.2024
- Le Temps
- PHILIPPE BOEGLIN

SÉCURITÉ Au-delà des risques de vote populaire, la ministre de la Défense Viola Amherd doit décider ce semestre si l'armée achètera directement le système allemand IRIS-T ou mettra en concurrence différents produits. Il faudra dépenser judicieusement l'argent public PHILIPPE BOEGLIN, BERNE X ÜBoegiinP Dix-neuf pays européens qui se défendent ensemble contre les menaces venues des airs: le projet European Sky Shield Initiative, un bouclier antimissile, atteint une ampleur inédite. Face à l'agression de la Russie en Ukraine, les Etats du Vieux-Continent se montrent soucieux de se renforcer et de faire corps militairement. La Suisse entend être de la partie. Sa ministre de la Défense, Viola Amherd, a signé en juillet dernier une déclaration d'intention.

Elle a consigné des réserves liées à la neutralité (comme l'Autriche), en excluant toute implication dans des conflits armés internationaux. Lancé par l'Allemagne en août 2022, le bouclier antimissile vise une meilleure coopération et le regroupement des achats de matériel afin d'obtenir des économies d'échelle. Berlin pourrait faire d'une pierre deux coups et en profiter pour vendre son propre système, IRIS-T. En Suisse, le produit allemand jouit de chances élevées. Il aurait, entend-on, la cote dans une bonne partie du Département fédéral de la défense (DDPS), qui le voit comme la solution idéale pour la défense à courte et moyenne portée.

IRIS-T n'est pas inconnu au DDPS. Il avait été examiné il y a quelques années, avant que Guy Parmelin, alors ministre de la Défense, ne stoppe le projet en 2016, au vu des résultats peu probants de l'évaluation. Décision au premier semestre Depuis lors, le système a changé. Au point qu'à Berne, certains militaires ou fonctionnaires envisageraient de le sélectionner «de gré à gré», c'est-à-dire sans le mettre en compétition avec d'autres systèmes. Mais cela ne réjouit pas tout le monde.

Selon des connaisseurs du dossier, certains acteurs préféreraient lancer un concours, pour tester les forces et faiblesses de différents dispositifs, et faire jouer les vertus de la concurrence. Il s'agit tout de même de s'assurer que l'armée dépense son argent le plus judicieusement possible. Le DDPS et l'Office fédéral de l'armement (Armasuisse) agissent régulièrement de la sorte, comme lors de l'achat du nouvel avion de combat F-35A...

ce qui n'élimine d'ailleurs pas forcément les polémiques. Légalement, les attributions de gré à gré sont autorisées, mais à certaines conditions. Celles-ci «sont définies dans la loi fédérale sur les marchés publics. Nous examinons actuellement comment cette loi s'applique dans le cas de l'European Sky Shield Initiative», indique laconiquement le DDPS. Une décision sera prise «durant la première moitié de l'année 2024».

Les partisans d'un achat sans concours du IRIS-T invoquent la nécessité de ne pas traîner dans le contexte actuel. L'invasion russe en Ukraine démontre que la guerre reste possible en «Le principal reste de chercher les collaborations et les économies d'échelle» THOMAS HURTER, CONSEILLER NATIONAL (UDC/SH) Europe, et qu'il faut se renforcer pour parer aux ambitions potentielles de Moscou. En sus, dans des cercles militaires, le système IRIS-T a la réputation d'être le plus moderne en Europe. S'il s'impose dans la plupart des 19 pays du bouclier antimissile, d'appréciables économies d'échelle se réaliseront et allégeront les dépenses financières. Il ne s'agit cependant que de projections pour l'avenir.

Les 19 Etats de l'European Sky Shield Initiative n'ont pas tous signé d'engagement contraignant. De même, leurs armées emploient aujourd'hui des produits variés pour assurer leur défense sol-air. Sans oublier que certaines des plus grandes troupes du continent demeurent absentes du projet, à l'image de la France, de l'Italie et de la Pologne - cette dernière se réarme à la vitesse grand V pour tenir tête à son voisin russe. Des obstacles politiques Un autre aspect aura en outre

son importance pour l'armée suisse. «Le principal reste de chercher les collaborations et les économies d'échelle, mais aussi de trouver un système disponible sur le marché, car depuis le début de la guerre en Ukraine, la demande a fortement augmenté et la production a de la peine à suivre», remarque Thomas Hurter, conseiller national (UDC/ SH) et membre de la Commission de sécurité.

Au-delà des questions liées à l'acquisition, le Département fédéral de la défense et sa cheffe Viola Amherd se verront confrontés à des obstacles politiques. «Nous allons encore définir notre position, mais vu le type d'armes et ses coûts, nous pourrions nous montrer très sceptiques», avertit Fabien Fivaz (NE), vice-président du groupe parlementaire des Vert-e-s. A l'autre bout du spectre, l'UDC a déjà rué dans les brancards contre l'European Sky Shield Initiative, un projet associé à l'OTAN et donc susceptible d'être incompatible avec la neutralité suisse. Dans un communiqué de juillet dernier, le parti nationaliste a réclamé un vote populaire, h.